

Discours Conseil d'Administration

29 novembre 2024

L'université en mouvement

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

Si j'ai l'honneur de porter aujourd'hui devant vous ma candidature à la présidence de l'université de Tours, c'est en pleine conscience des enjeux et défis qui se posent à notre établissement. Face à ceux-ci, je suis convaincue que nous avons avant tout besoin de collégialité, de concertation transparente et discutante et surtout de solidarité, de coopération plutôt que de compétition.

Ces termes peuvent sembler abstraits, creux, voire galvaudés, ou encore naïfs et utopistes. Ils ont pu, parfois, être relativisés, moqués, voire contestés. Ce sont pourtant les actes et les décisions pris en leur nom par l'équipe sortante dont je fais partie, qui les illustrent, leur donnent une matérialité, font de ces promesses des réalisations concrètes et, in fine, permettent d'en juger.

En 2020, lorsque l'équipe emmenée par Arnaud Giacometti a été élue, il y avait beaucoup à faire, car une trop forte concentration des pouvoirs avait mis à mal notre communauté universitaire et la vie démocratique de notre établissement. L'université de Tours était par ailleurs trop peu visible au plan national et international en termes de succès aux appels à projets d'établissement. Elle était aussi trop isolée sur le territoire régional, avec notamment des relations dégradées avec l'université d'Orléans.

Pendant les quatre ans de sa mandature, cette équipe s'est efforcée de mettre concrètement en œuvre ces valeurs de solidarité, de concertation et de collégialité, avec un triple objectif :

1. tenir la promesse d'une gouvernance apaisée et qui laisse la place à la pluralité des expressions et des conceptions de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour défendre les principes qui font la spécificité de l'université (mode de gestion collégial, forte horizontalité, libertés académiques et pédagogiques, etc.) ;
2. œuvrer à une université conçue comme un bien commun et propice à l'épanouissement et à la protection de toutes les étudiant.es, toutes les catégories de personnels, toutes les disciplines, tous les types de recherche et de formation ;
3. ancrer davantage l'université de Tours dans son environnement national et international, dans la cité, dans son territoire, dans les grands enjeux de société que nous devons collectivement relever, au 1^{er} rang desquels penser et faire advenir une société plus juste et écologiquement responsable.

Cela s'est traduit de différentes manières :

D'abord par des actions assumées et structurantes, et notamment par des réponses à différents appels à projets d'établissement pour obtenir les moyens qui ne nous sont malheureusement plus alloués de manière pérenne – tout en développant une manière spécifique de penser ces projets : en y associant l'ensemble des personnels pertinents et les conseils de l'université, en pensant ces projets de manière inclusive et non partisane (ce que nous avons par exemple fait en sollicitant Philippe Roingard pour le portage de LVH), en les partageant avec nos partenaires en Région (collectivités territoriales, INSA, UO, ONR). Avec le succès que l'on connaît toutes et tous ici et sur lequel je ne reviendrai pas, mais qui a notamment eu pour effet de rendre Tours visible sur la carte des projets structurants nationalement valorisés.

Ensuite, cela s'est traduit par le fait de se doter de schémas directeurs (pour la vie étudiante, le handicap, l'égalité -dont la lutte contre les VSS et les discriminations-, les énergies, l'immobilier, la TES) et de lignes directrices de gestion rendant les modalités de prise de décision concernant les carrières plus transparentes et partagées. Là aussi, ces documents essentiels ont été élaborés collectivement, au sein de groupes de travail rassemblant notamment des élus du personnel issus des différentes listes et syndicats, et ouverts au débat contradictoire.

Enfin, cela s'est traduit par un dialogue renforcé et parfois renoué avec nos partenaires en région autour d'actions très concrètes : avec l'université d'Orléans et l'INSA nous avons élaboré la convention de coordination territoriale ; nous avons étroitement associé ces établissements et les ONR à nos différents projets structurants ; nous avons renforcé les échanges avec la métropole via les réunions bilatérales mensuelles ; et bien sûr la région a été un partenaire incontournable et central de nos actions (autour des SAPS, de la vie étudiante, du doctorat, etc.).

Mais la concrétisation de ces valeurs s'est également traduite par des actions moins éclatantes, moins visibles, moins ostensibles, plus locales, plus modestes, et pourtant tout aussi décisives, comme par exemple :

- séparer la présidence de la présidence du conseil académique pour éviter une présidentialisation excessive de l'établissement et faire du conseil académique une instance de débats sur la recherche et l'enseignement ;
- se doter d'une équipe de gouvernance comprenant des binômes de VP sur les 3 piliers de l'université que sont la recherche, la formation et la vie étudiante et incluant toutes les catégories de personnel : 2 VPE, 1 Biatss – ce qui est inédit en France ;
- créer un bureau du conseil académique pour que les répartitions de dossiers soient faites de manière concertée transparente et entre les listes ;
- défendre, parfois difficilement, la place des VP étudiant.es et donc d'une représentation du point de vue des étudiant.es dans le conseil des directions de composante ;
- instaurer un dialogue apaisé et fructueux en CSA en respectant la parole syndicale et en reconnaissant la légitimité, l'expertise et le poids ;

- revoir les règles d'attribution des décharges liées à la recherche selon un modèle équitable et connu de toutes et tous, et non pas accessible à seulement quelques-uns mieux informés ou qui en auraient les moyens ;
- maintenir voire augmenter les dotations des unités de recherche et des écoles doctorales dans une période de contraction budgétaire qui a impacté tous les services et composantes de l'université ;
- mettre en place une commission de déontologie de l'établissement pour s'assurer collectivement et en s'appuyant sur des expertises diversement situées, des conditions d'une recherche véritablement éthique dans ses liens avec le tissu partenarial et socio-économique ;
- s'assurer que les différentes fonctions de responsabilité soient pourvues après un appel à candidature publicisé et un vote des instances concernées, là où jusqu'ici certaines d'entre elles pouvaient être attribuées par le biais de cooptations peu transparentes et inconnues de beaucoup (c'est ce que nous avons fait pour les PUF, les directions d'ED ou encore tout récemment la MSH) ;
- mettre à disposition de toute la communauté les chiffres et indicateurs de l'établissement afin que chacun.e puisse avoir accès aux informations dont il pourrait avoir besoin pour bâtir sa propre analyse de la situation et ainsi rendu possible le dialogue contradictoire *informé*.

Ces différentes actions ont porté leurs fruits et ont transformé profondément et durablement l'université, grâce à un travail véritablement et incontestablement collectif. Mais surtout, pour les deux collectifs au fondement de cette équipe de gouvernance et qui soutiennent ma candidature pour un prochain mandat, ce bilan nous oblige.

Les actes posés demandent ainsi à être prolongés et renforcés dans le même esprit que celui que nous avons impulsé depuis 4 ans, pour une université collégiale, écologique, solidaire. Les valeurs qui nous animent ne sont donc ni des paroles abstraites, ni des promesses à la réalisation incertaine : elles sont des actes, posés dans la durée par une équipe qui a fait la preuve de sa compétence et de sa capacité de dialogue avec toutes et tous pendant 4 années pleines.

Pour aborder la mandature qui s'annonce, le collectif *L'université en mouvement*, qui soutient ma candidature, porte ainsi un programme volontariste et résolu pour l'université de Tours, axé sur :

1. une offre de formation pluridisciplinaire de proximité et exigeante à rebours d'une hyperspécialisation des établissements d'enseignement supérieur ;
2. un soutien à la recherche dans toute sa diversité selon des principes de soutenabilité, d'inclusivité et de solidarité ;
3. un renforcement de la vie étudiante et de campus, en tant que 3ème pilier de l'université car les étudiant.es et leur accompagnement formatif et social sont au cœur de notre mission ;
4. une attention aux conditions de travail et à leur amélioration dans un esprit de justice sociale ;
5. une méthode de travail fondée sur la concertation et l'inclusion de la diversité des statuts et des expériences dans la prise de décision ;

6. une vigilance attentive face aux réformes qui visent à transformer la recherche et la formation universitaires en France et en Europe selon des principes de compétition, d'hyperspécialisation et de précarisation ;
7. une politique volontariste en matière de transformation écologique et sociale, sans attendre les injonctions ministérielles, car répondre aux enjeux climatiques, environnementaux et sociaux est la garantie indispensable de la pérennité de la recherche et de la formation, mais aussi du rayonnement de l'établissement ;
8. la réponse aux appels à projets structurants que nous jugeons pertinents, pour la visibilité et l'ancrage de notre établissement dans son environnement régional, national et international ;
9. l'inclusion de toutes les entités pertinentes qui souhaitent y prendre part, au sein de l'établissement mais aussi au niveau régional (université d'Orléans et INSA CVL, ONR, collectivités territoriales et tout partenaire public ou privé jugé pertinent) ;
10. la confirmation du rôle de l'université comme instance de production et de diffusion des recherches et des connaissances, de construction et d'émancipation sociale dans un dialogue fécond avec les acteurs socio-économiques et la société civile.

Ces éléments de programme, que nous avons déclinés et développés durant la campagne, constituent les grandes directions que nous comptons suivre si je suis élue à la présidence de l'université et Florent Malrieu à la présidence du Conseil Académique.

La manière concrète de les mettre en œuvre dépendra des aléas politiques, économiques et sociaux, que nous ne pouvons que partiellement prévoir, même si nous savons déjà devoir faire face au désengagement accru de l'Etat, dont Arnaud Giacometti nous a informés cette semaine, et qui aura sans doute de lourdes conséquences sur nos missions de recherche et de formation. Nous pouvons aussi pressentir une crise politique, sociale et environnementale susceptible de mettre à l'épreuve la cohésion de notre communauté ainsi que les conditions de travail de nos personnels et de nos étudiants. Je saurai y faire face, comme nous l'avons démontré dans notre précédent mandat.

Un ami m'a récemment offert un ouvrage intitulé *Éloge des limites*. Dans celui-ci, le chercheur en écologie politique et en économie de l'écologie Giorgos Kallis explique que si nous voulons rendre le monde de demain habitable, si nous voulons un monde dans lequel nos enfants et petits-enfants puissent atterrir, selon les termes du philosophe Bruno Latour, il faut que nous puissions nous donner, ensemble, des limites et une « sagesse des limites », car, selon ses mots, « la civilisation ne progressera réellement que lorsque nous parviendrons collectivement à connaître et respecter nos limites et à comprendre que le progrès implique une capacité à s'arrêter, à réfléchir et à agir différemment ». Cela ne signifie pas, contrairement à ce qui a pu être entendu parfois, faire moins de recherche ou réduire les capacités d'accueil pour nos étudiant·es, mais faire autrement, en se dotant non pas seulement d'un ensemble d'actions précisément prévues à l'avance, mais d'abord et avant tout de boussoles pour orienter ces actions : les valeurs et principes qui ont été les nôtres durant 4 ans et qui seront les nôtres durant les 4 années à venir en constituent de précieuses et solides, pour penser une bifurcation vers une société économiquement et socialement plus juste et écologiquement soutenable, pour éduquer à penser cette société et pour accompagner son avènement.

Face à ces lourds défis, l'université est un bien commun. Elle n'est pas hors de la société, mais dans la société. Elle est une société, et, à ce titre, elle se doit d'être exemplaire. Pour

cela, elle doit s'efforcer de ne pas se plaindre des effets dont elle chérit les causes, pour reprendre le bon mot de Bossuet, mais d'anticiper et prévenir ces causes, car en tant que productrice des savoirs, elle a, un tout petit peu, le pouvoir (et donc la responsabilité) d'exercer une influence sur elles. C'est à cela que je veux croire, même si je sais que cela nous demandera de la cohésion, de la solidarité, de la capacité à débattre et à entendre la diversité des points de vue. Cela nous demandera aussi du courage.

Pour avoir pu voir la vie d'un président d'université de très près, je sais qu'il s'agit d'un engagement lourd, qui a des répercussions sur d'autres sphères de la vie et qui transforme profondément. De tout cela, j'ai conscience et j'y suis préparée. Je sais aussi que je ne suis pas seule : je sais pouvoir compter non seulement sur les collectifs qui ont soutenu ma candidature, mais aussi sur la fiabilité et la fidélité des services, dont j'ai pu faire l'expérience depuis mon arrivée à Tours en 2005 et, plus particulièrement, depuis ces 4 dernières années. Je sais aussi pouvoir compter, plus largement, sur le sens du service public et du bien commun des composantes, des conseils et de l'ensemble de l'université, tous personnels et étudiant.es, toutes tendances confondues.

Nous qui travaillons et étudions à l'université, nous sommes celles et ceux dont la mission est de comprendre et de penser le monde : celui qui a été, celui qui est, celui qui sera. Nous avons cette responsabilité. Chacun et chacune d'entre nous.

Ensemble, face aux défis qui nous attendent, nous essaierons, nous nous tromperons parfois, nous recommencerons. Dans cette tâche, nous aurons besoin d'exigence et d'indulgence, mais je suis convaincue que ce que je vous propose de mettre en œuvre collectivement pour construire une université et une société plus justes et plus équitables est la seule voie pour nous permettre de regarder les générations futures en face et sans rougir.

Emmanuelle Huver

Pour *l'Université en mouvement* et les deux collectifs qui le composent